



SERVICE INDUSTRIEL DE
L'AERONAUTIQUE

AIA d'AMBERIEU EN BUGEY

Cahier des clauses techniques particulières

Référence : CCTP n° 04-2025/AIA.AB/MSEE/AEG4

CCTP pour les sites de : AB ☒ - BR ☐ - BX ☐ - CF ☐ - CP ☐ - DC ☐

Objet du marché :

- ☐ **Maintenances** : Prestation de maintien en condition opérationnelle (MCO) des cabines peinture de la division Matériels de Servitude Embarqués et d'Environnement (MSEE) de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA.AB).

Résumé :

Les prestations attendues sont :

La maintenance préventive et corrective de deux cabines peinture, de marque « OMIA » et « SECOMAT » de la division MSEE.

Ligne prévisionnelle achat : AB 2025 2875

Code nomenclature : 5351

APPROBATION

Emetteur du besoin
(Nom, date, visa)

Chef de Division
(Nom, date, visa)

Responsable
Assurance Qualité
(Nom, date, visa)

Approuvé par :
(Nom, date, visa)

12103125
M. JEAN-PIERRE Julien
Chef d'atelier
Mécanique générale et Peinture
Division MSEE

18-03-2025
Capitaine Christophe Brigant
Chef de la division
Matériels de Servitude Embarqués
et d'Environnement aéronautique

18-03-2025
VOLIET Patrice
Adjoint au chef du département
Qualité Contrôle
de l'AIA AB 30 674

27 MARS 2025

Lieutenant-colonel DEBRUN Christian
Sous-directeur technique
De l'AIA.AB
par suppléance

Nom du prescripteur : ADC ROBERT

Table des matières

1	OBJET / CONTEXTE.....	3
2	DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE.....	3
2.1	Documents de références applicables (Règlementations. Normes ISO- CE EN.....	3
2.1.2	Qualité.....	3
2.1.3	Environnement.....	3
2.1.4	Santé et Sécurité au Travail (SST).....	3
2.2	Terminologie.....	4
2.3	Définitions.....	4
3	EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES.....	5
3.1	Présentation du besoin.....	5
3.2	Exigences concernant les maintenances préventives.....	5
3.2.1	Cabines concernées :.....	5
3.2.2	Contrôles spécifiques communes aux deux cabines peintures.....	5
3.2.3	Consommables pour cabine de marque « OMIA ».....	6
3.2.4	Consommables pour cabine de marque « SECOMAT ».....	6
3.2.5	Consommables pour la hotte d'aspiration du laboratoire.....	7
3.3	Exigences concernant les maintenances correctives.....	7
3.3.1	Expertise et établissement d'un devis de réparation (1 ^{er} Temps).....	7
3.3.2	Transmission d'un devis de réparation (2 ^{eme} temps).....	7
3.3.3	Réalisation des opérations correctives et remise en service du matériel (3 ^{eme} temps).....	7
3.4	Exigences complémentaires.....	7
4	EXIGENCES PARTICULIERES.....	8
4.1	Gestion de la documentation.....	8
5	ASSURANCE QUALITE.....	8
5.1	Exigences d'assurance de la qualité.....	8
6	EXIGENCES PREVENTION.....	8
6.1	Exigences concernant la Santé et Sécurité au Travail (plan prévention. Risques particuliers. accident du travail, assurance fournisseur).....	8
6.2	Exigences concernant la protection de l'environnement.....	8
7	CONDITIONS DE LIVRAISON.....	8
7.1	Exigences de livraison.....	8
7.2	Exigences concernant la logistique.....	9
	ANNEXE - CLAUSES COMMUNES AUX CCTP.....	10

1 OBJET / CONTEXTE

Prestation de maintien en condition opérationnelle (MCO) des cabines peinture de la division Matériels de Servitude Embarqués et d'Environnement (MSEE) de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'AMBERIEU EN BUGEY (AIA. AB).

Afin de garantir l'aptitude à l'emploi et de se préserver d'éventuelles indisponibilités de ses deux cabines peinture, l'établissement a la nécessité d'avoir des contrats d'entretien pour ces dernières pour réaliser dans les délais impartis son plan de charge de production.

2 DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

o

2.1 Documents de références applicables (Règlementations. Normes ISO- CE EN.

2.1.2 Qualité

Voir annexe des clauses communes

2.1.3 Environnement

Code de l'environnement, article L. 541-10-2 et articles R.543-171-1 et suivants (à R.543-206-4) transposant les dispositions de la directive n°2011/65/UE et de la directive DEEE n°2012/19/UE du 04/07/2012 relative aux équipements électriques et électroniques et leurs déchets.

Circulaire n°-53 WSG du 03/12/2008 relative à l'exemplarité de l'état au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et ses établissements publics En complément, voir annexe des clauses communes.

2.1.4 Santé et Sécurité au Travail (SST)

Code du travail, art. R. 4511-1 et suivants (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure)

Code du travail, titre Ier du livre III de la partie IV de la partie réglementaire, articles R. 4311-1 et s. , -

Code du travail, règles techniques de santé et de sécurité pour la conception et la construction fixées dans l'annexe I du titre 1er du livre III de la partie IV de la partie réglementaire selon l'article R. 4312-1 ;

Code du travail, article R. 4512-13 (travail isolé).

Code du travail, articles R.4322-1 et s. (maintien en conformité)

Code du travail, article R. 4323-14 (montage et démontage des équipements de travail)

Règlement REACH (CE) 1181/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances.

Règlement CLP n° 1272/2008: relatif aux règles de classification, d'étiquetage et d'emballage des substances et des mélanges dangereux.

Directive n°2011/65/UE du 08/06/2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (RoHS) En complément, voir annexe des clauses communes.

2.2 Terminologie

AIA.AB	Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey
BPEI	Bureau Prévention Environnement Incendie
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CE	Conformité Européenne
CGA	Contrôle Général des Armées
MCO	Maintien en condition Opérationnelle
FDS	Fiche de Données de Sécurité
MSEE	Matériels de Servitudes Embarqués et d'Environnement aéronautique
PV	Procès-Verbal
SIAé	Service Industriel de l'Aéronautique
USID	Service d'Infrastructure de la Défense
CRI	Compte rendu d'Intervention
BL	Bordereau de livraison

2.3 Définitions

Titulaire : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de regroupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Personne publique : La personne publique est le pouvoir adjudicateur de l'établissement. Le pouvoir adjudicateur désigne l'État et l'ensemble des autorités publiques ou privées dans leur rôle d'acheteur sur un marché public ou un contrat de concession.

Utilisateur : Désigne-la (les) personne(s) responsable(s) de la mise en œuvre du matériel.

Maintenance préventive : La maintenance préventive consiste à intervenir sur un équipement à intervalles réguliers ou en fonction de critères prédéfinis. Les visites et interventions de maintenance systématique ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des équipements et logiciels.

Maintenance curative : Les interventions effectuées au titre de la maintenance curative ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements et logiciels à la suite d'une défaillance.

3 EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES

3.1 Présentation du besoin

Dans le cadre de ce marché, la prestation consiste à effectuer les maintenances préventives et correctives des deux cabines peinture de la division MSEE. L'objectif principal est le maintien en service de ces matériels ainsi que le maintien en conformité avec les règles techniques de conception et de construction applicables. La vérification de l'état de fonctionnement et d'usure des matériels doit être régulière et planifiée afin de prévenir les pannes et de traiter les défaillances.

Le titulaire s'engage à maintenir ces équipements à un niveau de performance et d'efficacité tout en garantissant la sécurité d'utilisation et leur maintien en conformité.

3.2 Exigences concernant les maintenances préventives

Les prestations de maintenance préventive s'effectueront annuellement (et plusieurs fois par an concernant uniquement le changement des filtres sols et plafonds) sur le site de l'AIA.AB pour les cabines peinture de la division MSEE traités dans le présent CCTP (voir §3.2.2)

Elles comprendront :

- Le déplacement du prestataire sur le site de l'AIA.AB
- La main d'œuvre,
- La fourniture des consommables (§3.2.3 et §3.2.4) au plus juste nécessaire au changement
- Les pièces d'usure et des ingrédients nécessaires à la réalisation des entretiens.

La maintenance préventive annuelle doit satisfaire au maintien en conformité des équipements avec les règles techniques de conception et de construction applicables.

Les vérifications générales portant sur l'ensemble des éléments dont la détérioration est susceptible de créer un danger.

3.2.1 Cabines concernées :

N° inventaire	Désignation	Référence article	Marque	N° de série
MTV-0015	Cabine peinture	VS6-1	OMIA	CIF 254108 A
MTV-0003	Cabine peinture	CL2598-02	SECOMAT	SANS

3.2.2 Contrôles spécifiques communes aux deux cabines peintures

a) A minima les opérations suivantes devront être effectuées une fois par an :

- L'inspection visuelle de tous les éléments,
- Le contrôle de la tension d'alimentation en charge,
- Le contrôle de l'intensité absorbée sur chaque phase des moteurs et chaque circuit d'éclairage,
- Le brossage des ailettes de refroidissement des moteurs,
- La vérification et le réglage éventuel du calibrage des disjoncteurs thermiques,
- Le réglage des temporisations,

- La vérification du bon fonctionnement de tous les organes composant l'armoire de commande,
- Le contrôle du bon fonctionnement des contacts de fin de course,
- Le contrôle de la pression d'alimentation des vérins et de leur fixation ou réglage servomoteurs,
- Le contrôle de l'état d'usure des poulies,
- La vérification du sens de rotation des ventilateurs,
- La vérification des joints d'étanchéité des portes et des vitres,
- Le contrôle du fonctionnement de la barre anti-panique,
- Le contrôle du fonctionnement et de la fiabilité des circuits de régulation en température, de la sécurité haute température,
- La vérification du système de contrôle de ventilation (pressostat),
- Le contrôle du fonctionnement de l'électrovanne de sécurité pistolage,
- Le contrôle du niveau des indicateurs de colmatage et leurs voyants,
- Le réglage de la pression de fonctionnement de la cabine en phase pistolage,
- Le contrôle de la montée en température en phase étuvage,
- Le contrôle de l'étanchéité de la trappe de ramonage,
- Le contrôle des courroies (caissons d'extraction et caissons de soufflage),
- Le nettoyage des gaines et des aubes de ventilateurs,
- Le nettoyage et le décapage des caillebotis par procédé n'altérant pas la structure de ces derniers,
- Les mesures de vitesse d'air,
- Les essais de bon fonctionnement de l'ensemble de l'installation, en présence d'un utilisateur,
- La mise à jour du carnet de maintenance.

b) Opérations qui devront être effectuées tous les trois mois :

- Changement des filtres « sol » des 2 cabines « OMIA » et « SECOMAT »
(Consommables listés aux § 3.2.3 et 3.2.4)

c) Opérations qui devront être effectuées tous les six mois :

- Changement des filtres « plafond » des 2 cabines « OMIA » et « SECOMAT »
(Consommables listés aux § 3.2.3 et 3.2.4)
- Changement du filtre de la hotte d'aspiration du laboratoire

3.2.3 Consommables pour cabine de marque « OMIA »

Tous les consommables sont à la charge du titulaire :

- Préfiltres(sol) référence KNOI 319 ou équivalent,
- Filtres plafond référence KNOI 196 ou équivalent, > 2 rouleaux KRAFT MAX KN02 82 ou équivalent.

3.2.4 Consommables pour cabine de marque « SECOMAT »

Tous les consommables sont à la charge du titulaire :

- Préfiltres(sol) 1540 mm x 705 mm,
- Préfiltres(sol) 1590 mm x 890 mm,
- 15 filtres plafond 2780 mm x 1079 mm
- 10 filtres plafond 2780 mm x 800 mm
- 1 rouleau pour filtres(sol) extraction largeur 1,5 mètre longueur 20 mètres,
- 2 rouleaux pour filtres(sol) extraction largeur 1 mètre longueur 20 mètres

3.2.5 Consommables pour la hotte d'aspiration du laboratoire

- Pris sur rouleau filtre sol 880 mm x 1050 mm

3.3 Exigences concernant les maintenances correctives

Les prestations de maintenance corrective se dérouleront, obligatoirement en 3 temps, sur le site de l'AIA.AB et/ou dans les locaux du titulaire si nécessaire.

Elles s'effectueront selon le schéma et la chronologie suivante.

3.3.1 Expertise et établissement d'un devis de réparation (1^{er} Temps)

Après avoir été prévenu d'un dysfonctionnement par téléphone ou par courriel, un bon de commande sera émis et envoyé par télécopie et/ou voie électronique au titulaire pour confirmation. Ce dernier aura un délai de 5 jours ouvrés maximum à réception du document pour intervenir, réaliser un diagnostic précis afin d'établir un devis de réparation. Le montant de cette prestation d'expertise sera forfaitaire pour chaque intervention du titulaire.

3.3.2 Transmission d'un devis de réparation (2^{eme} temps)

Suite à l'expertise décrite ci-dessus, le titulaire communiquera à l'administration un devis de réparation pour acceptation, dans les meilleurs délais.

Le montant des prestations décrites dans le devis comprendra :

- Les déplacements du prestataire sur le site de l'AIA.AB,
- La main d'œuvre,
- Le détail (référence constructeur) et le prix de chaque pièce défectueuse,
- Le détail des éventuels frais annexes.

3.3.3 Réalisation des opérations correctives et remise en service du matériel (3^{eme} temps)

Après réception et acceptation éventuelle du devis par l'administration, un bon de commande sera émis et envoyé par télécopie et/ou voie électronique au titulaire.

A réception du bon de commande, la remise en service des matériels devra être effective dans les dix (10) jours ouvrés. Suite au dépannage, des essais de bon fonctionnement de l'ensemble de l'installation seront effectués en présence d'un utilisateur.

3.4 Exigences complémentaires

- Un calendrier fixant les dates (\pm 10 jours ouvrables) pour toutes les opérations de maintenances préventives (voir §3.2) devra être proposé chaque année à l'AIA.AB
- Toute intervention donnera lieu à un compte rendu d'intervention rédigé sur un formulaire du prestataire. Les mentions obligatoires figurant sur ledit rapport seront les suivantes :
 - Le nom du technicien,
 - La date et heure de début et de fin d'intervention,
 - La nature de l'intervention et les pièces détachées utilisées,
 - Le lieu d'exécution des prestations,
 - Le numéro de série ou le numéro inventaire.

➤ Le personnel chargé de l'intervention notifiera dans son rapport les observations techniques telles que

- Les anomalies constatées,
- L'usure éventuelle de certains organes,
- Les risques de détérioration,
- La ou les intervention(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) à réaliser.

4 EXIGENCES PARTICULIERES

4.1 Gestion de la documentation

Voir annexe des clauses communes

5 ASSURANCE QUALITE

5.1 Exigences d'assurance de la qualité

Voir annexe des clauses communes

6 EXIGENCES PREVENTION

6.1 Exigences concernant la Santé et Sécurité au Travail (plan prévention. Risques particuliers. accident du travail, assurance fournisseur)

Voir annexe des clauses communes.

6.2 Exigences concernant la protection de l'environnement

Voir annexe des clauses communes

7 CONDITIONS DE LIVRAISON

7.1 Exigences de livraison

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'instruction générale ministérielle sur la sécurité des points et réseaux sensibles militaires approuvée par le ministre de la défense sous le n°6600 en date du 26 juin 2008, qui fixe les conditions d'entrée dans les établissements des armées. Les prestations seront réalisées sur le site de l'AIA.AB à l'adresse suivante

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE D'AMBERIEU
Base Aérienne 278
Sous-Direction Technique
Division MSEE/Atelier AEG4 (peinture)
01508 AMBERIEU EN BUGHEY cedex

L'exécution de la prestation se fait pendant les créneaux horaires suivants :

Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12h00 et de 13h30 à 16 h 30
le vendredi de 8 h 30 à 12h00 de 13 h 00 à 14h30.

Aucune intervention ne pourra être réalisée lors de la fermeture du site de la Base aérienne 278 (fermeture programmée, exercice).

7.2 Exigences concernant la logistique

L'AIA.AB ne fournissant aucun moyen matériel ni humain, le titulaire aura à sa charge la fourniture ou la location d'une nacelle élévatrice nécessaire à la prestation.

Après chaque maintenance l'évacuation de tous les déchets est à la charge du titulaire.

ANNEXE - CLAUSES COMMUNES AUX CCTP

- Gestion de la documentation

Tous les échanges dans le cadre du contrat se font en français (notamment : courriers, contacts téléphoniques, réunions, documents, notice d'utilisation).

Tous les documents utilisateurs établis au titre du contrat sont rédigés en français.

Compte tenu des contraintes liées à la passerelle utilisée par AIA AB, les seuls fichiers autorisés pour les pièces jointes des messages transmis par messagerie sont :

Les fichiers de taille inférieure à 4 Mo par message,

Les fichiers bureautiques générés avec les outils Windows@ sans macro, - les fichiers .PDF générés avec Acrobat@ de la société Adobe@ sans macro, - les fichiers « texte » en général,

Les images (les formats .GIF et .jpeg seront préférés au format .bmp),

Les fichiers énumérés ci-dessus et compressés sont autorisés (7zip@ recommandé).

Tout support ayant contenu des données de travail du ministère des armées reste à la propriété de l'AIA.

- Exigence d'assurance de la qualité

L'AIA, certifié ISO 9001, EN 9100 / 91 10 se doit de maîtriser ses fournisseurs. Dans ce cadre, l'AIA demande au titulaire de disposer d'un système d'assurance qualité de niveau ISO 9001 ou à minima demande de :

Maîtriser ses ressources humaines (effectif, compétence, facteurs humains...)

Maîtriser la conception/développement et/ou sa production/prestation de service.

Maîtriser les produits et services fournis par des prestataires externes (incluant ses procédés spéciaux sous-traités).

Maîtriser ses sous-traitants, avec répercussion des exigences à toute la chaîne d'approvisionnement.

Gérer la protection de la propriété (intellectuelle et des moyens mis à disposition) du client.

Maîtriser les moyens de mesure utilisés pour garantir les résultats de la prestation.

Disposer de dispositifs de surveillance et de mesures interne (audits, satisfaction du client, produits non conformes, actions préventives et correctives.)

Maîtriser et traiter les non-conformités;

Maîtriser les informations documentées (procédures et enregistrements liés à la prestation et aux activités associées) Maîtriser les risques et les modifications;

Designier un correspondant pouvant répondre aux points évoqués ci-dessus.

L'AIA se réserve le droit de :

- Auditer le titulaire;

- Accéder, pour lui ou son représentant, aux sites de production, à toute la chaîne d'approvisionnement et aux enregistrements associés.

- Demander un plan de management d'assurance qualité qui décrit l'ensemble des dispositions, des éléments justificatifs et des preuves, répondant à l'ensemble des exigences de ce CCTP, dont les points ci-dessus.

- Evaluer le titulaire tout au long de son contrat, en termes de qualité et de délai. Si les résultats attendus par le contrat ne sont pas atteints, l'AIA s'assurera que le titulaire a mis en place des actions appropriées et efficaces pour y remédier et pourra mettre en place un contrôle et suivi renforcé et auditer le titulaire.

- **Exigences concernant la Sécurité et Santé au Travail (SST) (plan prévention. Risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)**

- **Coordonnées du Bureau prévention environnement incendie :**

Les coordonnées du Bureau prévention environnement incendie de l'AIA.AB sont les suivantes :

Bureau prévention environnement incendie

Téléphone : 04-74-34-38-60 postes 8642784286 ou 8642784058

Messagerie Internet : ba278-bpei-sst.resp.fct@intradef.gouv.fr ou ba278-bpei.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

- **Intervention entreprise extérieure**

Si le titulaire doit intervenir dans l'enceinte de l'AIA.AB, il devra se conformer aux dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020 pris en application des prescriptions du code du travail cité en référence.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Conformément au chapitre II de l'instruction sus citée, il sera procédé à l'initiative du responsable AIA.AB des travaux ou de la prestation, à une inspection préalable commune des locaux au cours de laquelle les risques de co-activités éventuels seront identifiés, et un plan de prévention sera élaboré avant la première intervention de l'entreprise extérieure à l'intérieur de l'enceinte de l'AIA.AB.

Le titulaire s'engage également à appliquer les consignes générales « entreprises extérieures » établies sur le site d'Ambérieu en Bugey.

- **Formation à la sécurité (en fonction des prestations)**

Pour ce qui concerne la prestation, l'AIA.AB souligne au titulaire qu'il sera de son ressort d'assurer notamment la formation de ses personnels :

- A la protection contre les dangers des courants électriques (les opérateurs qui seraient appelés à intervenir sur des matériels alimentés par le courant électrique devront être titulaires de l'habilitation correspondante en cours de validité délivrée par leur employeur. Si une situation de travail entre dans ce cadre, cette pièce devra être présentée préalablement à toute intervention).
- A la conduite et à la mise en œuvre des appareils de levage et de manutention mentionnés par la réglementation.
- Aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident.

- **Substances et produits dangereux (SPD)**

Le titulaire est tenu de fournir et de mettre à disposition les fiches de données de sécurité correspondantes aux différents produits utilisés ou mis sur le marché, de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.

A chaque modification de celle-ci, le titulaire est tenu de mettre à disposition la nouvelle version/édition à l'utilisateur.

Lors d'une substitution d'un produit dangereux, le titulaire devra aviser l'utilisateur. Dans le cadre d'un procédé spécial, l'utilisateur devra effectuer des essais en vue de valider techniquement le produit de substitution proposé par le titulaire.

Le titulaire est tenu de fournir la liste des produits chimiques dangereux, mis en œuvre ou nécessaires au fonctionnement de l'équipement, ainsi que les fiches de données de sécurité correspondantes, et de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.

○ **Equipements de Protection Individuelle (si travaux à réaliser par le titulaire)**

Toutes les protections individuelles nécessaires et appropriées pour prévenir les risques générés par les travaux ou la prestation sont à la charge du titulaire.

○ **Prestations en interne**

Selon le niveau de maintenance, le montage et le démontage des équipements doivent être réalisés de façon sûre, notamment en respectant les instructions du fabricant.

La remise en service d'un équipement, après opération de maintenance ayant nécessité le démontage des dispositifs de protection, devra être précédée d'un essai permettant de vérifier que ces dispositifs sont en place et fonctionnent correctement.

○ **Acquisition d'équipement de travail**

L'équipement de travail doit répondre aux prescriptions réglementaires du Code du travail en vigueur, notamment :

- doit être conçu et construit de façon que sa mise en place, son utilisation, son réglage, sa maintenance, dans des conditions conformes à sa destination, y compris en cas de modification, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité ou leur santé (conformité aux règles techniques de santé et de sécurité pour la conception et la construction fixées dans l'annexe I du titre 1er du livre III de la partie IV de la partie réglementaire du code du travail ; conformité aux normes de construction en vigueur relatives à l'équipement).
- doit être accompagné d'une notice d'instruction en français.
- doit être conforme aux règles techniques et satisfaire aux règles de procédure qui lui sont applicables.
- les moyens de protection doivent être conçus et fabriqués de manière à protéger les personnes, dans des conditions d'utilisation et de maintenance, y compris en cas de modification, conformes à leur destination, contre les risques pour lesquels ils sont prévus.
- le fabricant, l'importateur ou le responsable de la mise sur le marché de la machine établit et signe une déclaration CE de conformité par laquelle il atteste que la machine est conforme aux règles techniques pertinentes et satisfait aux procédures d'évaluation de la conformité applicables.
- le marquage CE de conformité est apposé de manière distincte, lisible et indélébile, sur chaque exemplaire de la machine pour attester que l'exemplaire de la machine est conforme aux règles techniques de conception, de construction et de fabrication et a satisfait aux procédures d'évaluation de la conformité applicables.

○ **Prêt de matériel, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur**

Aucun moyen ne sera mis à disposition du titulaire.

Ces exigences et dispositions doivent être communiquées par le titulaire auprès des sous-traitants éventuels pour application.

➤ **Exigences concernant la protection de l'environnement**

L'AIA.AB dispose d'un Système de Management Environnemental certifié ISO 14001.

L'établissement a, dans ses priorités, la maîtrise des effets sur l'environnement des activités réalisées sur le site.

La politique environnementale est communiquée aux entreprises œuvrant sur le site; les procédures "environnement" concernant l'activité peuvent être consultés.

Si le titulaire doit intervenir dans l'enceinte de l'AIA.AB, les exigences relatives à la maîtrise des aspects environnementaux, liées aux prestations du présent marché, seront précisées dans le plan de prévention mentionné au paragraphe « Exigences concernant la Sécurité et la Santé au Travail » de l'annexe Clauses communes au CCTP.

Pour cela, le responsable des travaux du site, avant la mise en route des prestations, recensera en compagnie du responsable du titulaire, les risques environnementaux encourus, les impacts possibles des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des règles en vigueur :

- en matière de pollution : les véhicules devront satisfaire les normes européennes en vigueur.
- en matière de bruit : pour ne pas dépasser le niveau limite bruit et les émergences autorisées en limite de propriété,
- en matière de déchets : (sauf cas exceptionnel et précisé), le titulaire est responsable de la production et de l'évacuation des déchets issus de son intervention à l'extérieur de l'établissement selon la filière d'élimination adaptée et réglementée. Selon la nature des déchets, il devra transmettre une copie du bon d'enlèvement et/ou du bordereau de suivi des déchets dangereux à l'AIA.
- en matière d'économie d'énergie : le titulaire doit veiller aux pratiques d'économie d'énergie en vigueur à l'établissement.
- en matière de substances et produits dangereux (SPD) : le titulaire est tenu de fournir la liste des produits chimiques dangereux, mis en œuvre, ainsi que les fiches de données de sécurité correspondantes, et de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.
- dans le cadre de la fourniture d'équipement : l'équipement doit favoriser la maîtrise de la consommation d'énergie et la limitation de la consommation en matières premières. Il doit permettre de limiter la production de déchets notamment en favorisant le recyclage, le réemploi ou la valorisation.

Si le prestataire s'est engagé dans une démarche de management environnemental dans le cadre de ses activités, celui-ci transmettra les informations présentant les domaines de protection de l'environnement abordés ainsi que les niveaux de maîtrise appliqués.

Il précisera si son engagement dans cette démarche constitue une action permanente avec renouvellement périodique.

Ces exigences et dispositions doivent être communiquées par le titulaire auprès des sous-traitants éventuels pour application.

➤ **Exigences concernant la logistique**

○ **Prestations de chargement/déchargement**

Toutes les prestations de chargements/déchargements sont prises en charge par le titulaire.
Ces opérations devront être réalisées à l'aide de matériels adaptés fournis par le titulaire.